

Création d'une « *Commission francophone* »

Note conceptuelle

pour la 76^e assemblée mondiale de l'OMEP – Bangkok – Juillet 2024

Introduction

Le développement d'une éducation préscolaire gratuite ou abordable, inclusive et de qualité est un objectif prioritaire pour l'OMEP qui agit dans le domaine du plaidoyer politique, notamment auprès de grandes organisations internationales (ONU, UNESCO), ou bien dans l'appui à la gestion des connaissances (études, échanges, revues, prix), ou encore dans la mise en place d'actions favorisant l'accès à une éducation de qualité (conférences, commémorations, projets). L'organisation de l'OMEP, placée sous la responsabilité du comité exécutif mondial, permet de construire des espaces pluriels, ouverts, démocratiques et participatifs.

Des progrès au niveau international ont été réalisés dans la reconnaissance des droits des enfants et dans celle de la nécessité de développer une éducation préscolaire, notamment avec la déclaration de Tashkent en 2022 qui demande aux états de mettre en place une année préscolaire obligatoire pour tous, garçons et filles, de consacrer 10 % de leur budget éducatif à la petite enfance. Les plaidoyers se poursuivent pour faire évoluer les exigences au niveau international et étendre l'accès à une éducation « dès le départ » pour tous.

Les droits déjà reconnus peinent cependant à se mettre en place, notamment dans les pays à revenu intermédiaire ou faible, et les progrès restent globalement lents¹, comme les indicateurs sur l'ODD4 en témoignent. Faire progresser l'éducation des plus jeunes constitue un objectif fondamental pour l'OMEP et le soutien aux comités nationaux de pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire devrait être une priorité.

L'action de l'OMEP repose aussi largement sur la valorisation et la diffusion de connaissances sur l'éducation de la petite enfance. L'OMEP produit des textes dans ses trois langues officielles, mais pour autant, la très grande majorité de la littérature scientifique accessible est rédigée en anglais. Pour contribuer à élaborer des projets de développement inclusifs et de qualité, il importe de proposer des ressources dans une langue plus facilement accessible aux pays à revenu faible ou intermédiaire. Le français constitue une langue véhiculaire dans de nombreux pays, notamment parmi ceux qui sont considérés comme « touchés par la fragilité ou les conflits »². Ils représentent 20 des [44 états, états fédérés ou territoires autonomes](#) reconnaissent le français comme langue officielle ou co-officielle.

Par ailleurs, [88 états et gouvernements](#) participant à l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) ont adopté des mesures en faveur du français. Une meilleure pénétration des travaux en français ou d'études en anglais traduites en français constituerait un atout pour élaborer des projets dans ces pays.

¹ Dans le domaine de la petite enfance, le taux de participation à l'apprentissage organisé un an avant l'âge officiel d'entrée dans le primaire (indicateur mondial 4.2.2) rend compte du pourcentage d'élèves âgés de 5 ans (en moyenne, car les enfants commencent en général leur première année à l'âge de 6 ans) qui fréquentent une école préprimaire ou primaire. Ce taux est passé de 65 % en 2002 à 75 % en 2020, soit une augmentation de 0,6 point de pourcentage par an en moyenne. (Cf. Sommet sur la transformation de l'éducation, *Établir des engagements, points de référence nationaux de l'ODD4 pour transformer l'éducation*, UNESCO/ISU, 2022 (<https://uis.unesco.org>))

² Parmi les états où le français est langue officielle ou co-officielle (cf. [document](#) de l'université Laval au Québec), 20 sont classés parmi les pays « touchés par la fragilité ou les conflits en 2024 » par le Global Partnership for Education (GPE) qui s'appuie notamment sur les listes établies par la Banque Mondiale et par l'Unesco (Bénin, Burkina-Faso, Burundi, Cameroun, République centrafricaine, Tchad, Comores, République démocratique du Congo, République du Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Haïti, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Rwanda, Sénégal, Soudan, Togo). Voir aussi les [rapports](#) de l'OCDE à ce sujet.

Objectifs

Les statuts de l'OMEP prévoient que "11.1. Des commissions et des groupes de travail peuvent être créés par l'Assemblée mondiale" afin de gérer des projets globaux.

La création d'une commission francophone au sein de l'OMEP vise à une meilleure communication et efficacité dans la poursuite des objectifs politiques de l'OMEP, à une amélioration de la diffusion des connaissances et des idées qui animent l'OMEP, ainsi qu'une participation auprès d'organismes internationaux dédiés (OIF).

Objectif 1 : Participer plus efficacement au développement de l'éducation préscolaire

Resserrer les liens entre les comités des « pays francophones » de l'OMEP réduit les obstacles linguistiques et de communication, permet d'accroître les échanges et de participer à l'élaboration de projets de développement à mettre en œuvre par les comités locaux.

Les besoins d'éducation et de bien-être de la petite enfance et du préscolaire sont très importants dans des pays à faibles revenus qui sont parfois parcourus par des conflits et qui disposent du français comme langue officielle ou co-officielle. La commission pourrait apporter un appui aux comités de l'OMEP constitués ou en préparation qui le souhaiteraient.

Le développement d'une éducation préscolaire de qualité dans ces pays répond à la mission même de l'OMEP comme à celle des organismes techniques internationaux qui font de ces états une priorité (notamment : Banque mondiale, UNESCO).

Objectif 2 : Faciliter la diffusion d'études et travaux universitaires en français et traduits de l'anglais

La diffusion de travaux scientifiques permet de soutenir la mise en œuvre de projets de développement de la petite enfance dans des pays francophones en situation de fragilité.

Il s'agit d'une part de mieux faire connaître les travaux en français sur la petite enfance, d'autre part de faciliter l'accès à des travaux universitaires en anglais (traduction d'abstracts...) à des publics plus larges pour alimenter les réflexions dans des comités nationaux francophones.

Objectif 3 : Favoriser le rayonnement de l'OMEP auprès d'organismes internationaux francophones

L'Organisation internationale de la francophonie (OIF) s'intéresse à la coopération multilatérale, culturelle et éducative, à la paix, la démocratie et les droits de l'homme, au développement durable et au numérique). Elle compte 88 états (54 membres, 27 observateurs, 7 associés) et des organismes satellites notamment sur l'éducation et la formation ou sur le développement durable avec l'[IFDD](#) (Institut de la francophonie pour le développement durable).

Une action stratégique et prospective de l'OMEP pour la francophonie devrait permettre de mieux s'inscrire dans les entités de la francophonie et leurs perspectives qualitatives, professionnelles, financières.

Stratégie de mise en place

La définition d'un plan d'action suppose un dialogue préalable avec les pays où existe déjà un comité OMEP, comme avec ceux qui sont prêts à s'engager, ainsi qu'avec les vice-présidents régionaux. Cependant, plusieurs axes peuvent déjà être envisagés :

- Développement d'un réseau francophone de l'OMEP pour soutenir l'action de chaque comité national concerné :
 - o Prendre des contacts systématiques pour faire un état des besoins des différents pays en matière de préscolarisation (aspects pédagogiques et éducatifs notamment) et construire ou renforcer les comités nationaux.
 - o Organiser régulièrement des sessions francophones d'échanges dans les conférences régionales en prévoyant un mode hybride pour permettre à tous les pays d'y participer, que ce soit en personne ou à distance.

- Assurer une meilleure diffusion en langue française sur le site de l'OMEP : identification d'une section spécifique pour la commission francophone, révision systématique des traductions en français des textes publiés, renvois organisés aux sites des comités OMEP nationaux francophones ou aux sources des textes traduits de l'anglais.
- Faciliter la création et le fonctionnement de comités via des voyages d'études et par l'appui à la conception de projets.
- Mise en place d'un groupe de traducteurs bénévoles pour faciliter l'accès à des recherches déterminantes disponibles en anglais.
- Organisation d'échanges formels et informels entre universités francophones chargées de la formation des éducateurs, avec des ONG ou associations reconnues, avec des enseignants pour la petite enfance et avec les comités nationaux concernés :
 - Communication des résultats d'études et de recherches universitaires en relation avec l'éducation de la petite enfance, notamment par l'organisation de symposiums en français dans les conférences régionales et mondiales.
 - Communication de documents émis par les différentes organisations mondiales (UNESCO, ONU, Banque mondiale, ISU).
 - Intervention lors de formations sur la petite enfance en français (p.e. présentations à distance sur les systèmes des pays, leurs programmes, leurs visées et les principes pédagogiques sur lesquels ils s'appuient pour soutenir le développement de l'enfant).
 - Accueil d'étudiants pour des missions d'études.
 - Coordination de thèmes d'études/de travaux en français pour des étudiants venant de différents pays (rencontres pour partager des textes scientifiques sur une thématique donnée ; définition de thématiques de sujets d'étude, de méthodologies, de cadres théoriques ou de contextes d'études ; organisation de rencontres d'étudiants ou de supervision).
- Contribution à la mise en place d'outils pédagogiques via les comités OMEP nationaux :
 - Établir un catalogue des ressources pédagogiques et éducatives en français.
 - Rassembler des ressources pour développer des ludothèques : recherche de projets à soutenir (conception, appui matériel, accompagnement par de la formation).
 - Apporter un appui pour l'utilisation en formation de l'application sur le développement durable (« EDD 1-8 : Le développement durable dès l'enfance ») réalisée dans le cadre du projet Erasmus piloté par la Suède (avec la République tchèque, la Croatie, l'Irlande, et la France) qui existe en français : présentations, identification d'activités adaptées au contexte local, formations à distance.
- Rencontres et recherche de financements auprès d'organisations internationales tournées vers l'action éducative dans des pays francophones (CNF-UNESCO ; OIF ; AFD).

Le fonctionnement

La constitution de l'OMEP prévoit la possibilité de créer des commissions ou groupes de travail³ qui produisent un rapport annuel au président mondial.

- Le comité exécutif de l'OMEP⁴ nomme l'un de ses membres ou délègue un représentant de comité national francophone comme responsable de la « commission francophone ».
- Les comités nationaux où le français est en usage sont membres de droit de cette commission ; ils choisissent un représentant à la « commission francophone » au sein de leur conseil d'administration ; ces derniers sont invités à participer aux réunions distancielles ou présentielle qui se tiennent au moins une à deux fois par an.

³ Cf. *Constitution OMEP*, art. 11 et 11.2.

⁴ Cf. *Constitution OMEP*, art. 9.7.

- Un plan de travail pluriannuel est proposé aux membres de la commission ; l'avancement des travaux fait l'objet d'un compte-rendu annuel au comité exécutif.
- La commission francophone participe *ès qualités* à l'assemblée mondiale et aux assemblées régionales où des comités nationaux francophones existent et présentent leurs travaux.
- Les membres francophones de tout comité national de l'OMEP peuvent être invités à participer aux travaux de la commission.

Documents de référence

- Constitution de l'OMEP : https://omepworld.org/wp-content/uploads/2021/05/Constitution_OMEP_FR-vf.pdf
- Plan stratégique de l'OMEP : <https://omepworld.org/fr/plan-strategique/>
- Déclaration de Tachkent : <https://omepworld.org/fr/veuillez-consulter-la-declaration-de-tachkent-et-engagements-a-l'action-pour-la-transformation-de-leducation-et-la-protection-de-la-petite-enfance/>
- Indicateurs de l'UNESCO ODD4 (notamment 4.2.2.) : <http://sdg4-data.uis.unesco.org>
- Liste des états francophones : https://www.axl.cefano.ulaval.ca/francophonie/francophonie_tableau1.htm
- Liste des pays en situation de fragilité :
 - o Global Partnership for Education : <https://www.globalpartnership.org/fr/content/liste-des-pays-partenaires-touchees-par-la-fragilite-ou-les-conflits>
 - o OCDE : <https://www.oecd.org/fr/developpement/etats-de-fragilite-261b19f4-fr.htm>
- Organisation internationale francophone : <https://www.francophonie.org/la-francophonie-en-bref-754>